

Les ébouriffantes découvertes de la sénatrice Benbassa

« Je demande donc que tous les hommes soient libres, sans distinction de couleur »

René Levasseur, jacobin (16 pluviôse an II)

La rentrée 2011 restera sans doute dans les annales de l'historiographie de la Révolution française comme le moment d'un changement de paradigme absolument essentiel. Ce grand bouleversement, que l'on doit à Esther Benbassa, « historienne » de tendance « postcoloniale » et sénatrice fraîchement élue d'EE-LV (Europe écologie-Les Verts), a trait notamment à la représentation du jacobinisme telle qu'elle prévalait il y a peu encore. En effet, pour les historiens et le grand public, le club des Jacobins, et son plus éminent représentant, Maximilien Robespierre, symbolisait l'aile la plus intransigeante de la Révolution française ; la fraction la plus déterminée à faire triompher la République et ses idéaux d'égalité politique. Certains historiens, comme Albert Mathiez, voyaient même dans le jacobinisme, du fait de son alliance avec les classes populaires des villes en 1793, et sa politique économique hardie [\[1\]](#), fondée sur le droit à la subsistance, une préfiguration de l'audace des bolchéviks de 1917.

Quoi qu'il en soit, jusqu'à l'irruption remarquable de Madame Benbassa dans le champ de l'histoire de France, on pensait que la défense de l'homme universel avait conduit les Jacobins à appuyer à l'Assemblée législative, le 27 septembre 1791, la loi faisant des juifs des citoyens ; à soutenir quand ils étaient au pouvoir, et y compris militairement, la grande révolte des esclaves noirs de la colonie de Saint-Domingue et voter, le 16 pluviôse an II (4 février 1794), sur proposition d'un certain Levasseur [\[2\]](#), l'abolition de l'esclavage [\[3\]](#) ; et

à mener une politique vigoureuse de lutte contre la principale institution de la société féodale : l'Eglise catholique. Bref à être « le fer de lance de la politique démocratique révolutionnaire »[\[4\]](#). Hélas, tous ces faits, comme nous allons le voir, n'étaient que des représentations erronées ; des considérations nulles et non avenues.

Que lit-on en effet dans l'introduction rédigée par Esther Benbassa au dossier du hors-série de la revue *Mouvements*, éditée par les éditions La Découverte, consacré à *La France en situation postcoloniale ?* :

« La France n'a jamais cessé d'être nationaliste, d'un nationalisme lié directement à l'essence même du jacobinisme [nous soulignons (NDR)] qui, s'il se présente sous le label d'un universalisme, entend d'abord assurer la domination d'une couleur, d'une religion et d'un genre. Un « universalisme » donc blanc, masculin et catholique. Et qui se ressource, le cas échéant, dans la laïcité, laquelle, à son tour, peut à certains moments tourner au dogmatisme laïciste. »

Ce bouleversement historiographique est tellement énorme que le lecteur, longtemps abusé par le bourrage de crâne du *dogmatisme laïciste* à l'œuvre depuis les lois intégristes de 1882, se frotte les yeux et relit le paragraphe plusieurs fois avant de jeter l'éponge et convenir, avec tristesse et colère (contre l'école laïciste et autoritairement obligatoire), qu'il a été floué. Le jacobinisme n'était en fait, si l'on en croit du moins Madame Benbassa, rien d'autre que l'incarnation de la bête immonde raciste, cléricale et machiste. En quelque sorte, un ancêtre de l'Action française...

Il ne fait aucun doute que cette découverte historique fondamentale, qui fait ainsi de Robespierre le père spirituel de Charles Maurras, fera date et mérite d'ores et déjà de rejoindre dans l'empyrée de l'Histoire les trouvailles[\[5\]](#) de Reynald Sécher relatives au « génocide » vendéen qui font du Comité de salut public le précurseur du Reichstag d'Adolf

Hitler ou du « soviét » suprême de Joseph Staline...

Mais, trêve d'ironie. Une fois retrouvé ses esprits devant l'hénaurrrmité des assertions benbassiennes, le lecteur se pose une question de bon sens : qu'est-ce qui justifie qu'une revue comme *Mouvements* publie de telles inepties ? La réponse est complexe et se trouve probablement à l'intersection de plusieurs phénomènes. Le premier tient aux modes intellectuelles et aux vanités qui agitent régulièrement l'intelligentsia parisienne. Après, l'existentialisme, le structuralisme, le stalinisme, le maoïsme, les habits neufs de l'idéologie sont à la mode postcoloniale et à la « déconstruction » – coquetterie derridienne –, de la Nation[6]. Le deuxième tient à la décomposition idéologique accélérée dans laquelle est entrée une partie de la gauche politique, si bien incarnée par le Parti socialiste et EE-LV – et à l'œuvre aujourd'hui dans ce temple de la démocratie participative qu'est le Sénat –, laquelle ne voit plus dans l'héritage de la tradition républicaine, ouvrière et laïque qu'une émanation du fascisme et du racisme. Tradition dont les écologistes et les think-tankistes de Terra Nova veulent se débarrasser au plus vite pour laisser place à celle d'un libéralisme multi-culturaliste à forte teneur obamienne. Exagération ? Non. Le lecteur attentif en poursuivant sa lecture de *Mouvements* verra que le numéro a été réalisé sous le patronage de la Mairie de Paris et de...l'ambassade des Etats-Unis, qui sont chaleureusement remerciées pour leur soutien. Tout se tient en effet. Au nom des « pa-ri-s du vivre ensemble » (nom de l'association présidée par Esther Benbassa), la République se doit d'être délivrée, sous l'aiguillon enthousiaste du PS, des Verts et des libéraux américains, de ses démons laïcistes et universalistes au profit d'une laïcité « ouverte », d'un relativisme culturel généralisé sur fond d'un revival régionaliste voué à en finir avec le modèle de la République une et indivisible. C'est d'ailleurs *in fine* un élément rassurant pour Madame Benbassa. Ses élucubrations complaisamment publiées par La Découverte ne

sont pas l'expression d'un égarement passager et d'une confusion mentale regrettable mais la manifestation d'un projet politique précis[7], déterminé, cohérent. D'ailleurs, elle vend elle-même la mèche dans sa présentation en expliquant que « *Le postcolonial en France ramène d'emblée au politique plus qu'à l'histoire dans la mesure où il interroge avec force l'identité nationale et le nationalisme* ». *Au politique plus qu'à l'histoire* : en effet. On ne saurait mieux dire.

Michel Gandilhon

[1] Voir notamment son ouvrage *Girondins et Montagnards*, Editions de la Passion, 1988.

[2] Sur le sarthois René Levasseur, voir le numéro 50 des *Cahiers du mouvement ouvrier* consacré à la Révolution française.

[3] Voir l'ouvrage, *Périssent les colonies plutôt qu'un principe ! Contributions à l'histoire de l'abolition de l'esclavage, 1789-1804*, réalisé sous la direction de Florence Gauthier, Société des études robespierristes (horresco referens !), 2002.

[4] Pour reprendre l'expression de Jean-Marc Schiappa. Voir *La Révolution française, 1789-1799*, Librio, 2005.

[5] Dernière en date, dont le récit est donné dans le numéro 57 de *La Nouvelle revue d'Histoire* (novembre-décembre 2011) : une lettre du Comité de salut public, retrouvée aux Archives nationales, signée par Robespierre, Carnot et Barère, commandant l'« extermination » de la Vendée.

S'il n'est pas question de nier le caractère atroce, dénoncée d'ailleurs par Babeuf, de la répression menée par la

Convention du soulèvement vendéen, sa caractérisation comme « génocide » relève de l'extravagance historique la plus totale. A ce compte, le ravage du Palatinat par les troupes de Louis XIV à la fin du XVIIe siècle ou les guerres contre les Camisards pourraient aussi être qualifiés ainsi, ce qui serait bien entendu une absurdité.

[\[6\]](#) Sur ce carnaval académique (Jean-François Bayart), voir l'excellent livre d'Yves Lacoste, *La question postcoloniale : une analyse géopolitique*, Fayard, 2010.

[\[7\]](#) Ce projet politique de déconstruction de l'héritage républicain s'exprime aujourd'hui au Sénat avec l'alliance PS-PC-EE-LV-Front de gauche sous l'égide de l'ancien militant de la LCR, Jean-Pierre Bel. Au programme, le droit de vote des étrangers (proposition portée par... Esther Benbassa, laquelle a déclaré au site d'information Mediapart qu'il n'était pas opportun – étrange d'ailleurs pour une partisane proclamée de la démocratie directe et participative– que le peuple fût consulté pour l'occasion sur ce radical bouleversement de la conception de ce qu'est la citoyenneté) et la légalisation des drogues illicites.